



## **L'entreprise est avant tout un projet collectif**

lundi 25 novembre 2013

**Entretien avec Cécile Renouard, ra, philosophe et économiste. Chercheuse et enseignante, elle étudie depuis dix ans l'impact de l'activité des grandes entreprises dans les pays émergents et explique pourquoi les multinationales ont aussi une responsabilité éthique et sociale.**

**Entretien recueilli par Alain Guillemoles et publié dans le quotidien La Croix du vendredi 22 novembre 2013.**

**LA CROIX : Le rôle des entreprises est de gagner de l'argent. Alors pourquoi doivent-elles aujourd'hui se mêler de questions éthiques ?**

**Cécile Renouard** : Je ne crois pas que l'entreprise doit seulement viser le profit. L'article 1832 du code civil français définit d'ailleurs non pas l'entreprise mais la société commerciale ; les actionnaires n'en sont pas propriétaires, mais simplement « *détenteurs de parts* ». Des juristes, comme Daniel Hurstel, réfléchissent aujourd'hui à la reformulation de cette définition juridique, de façon à y inscrire que l'entreprise est avant tout un projet porté par différentes parties prenantes et qu'il doit être « *compatible avec l'intérêt général* ».

Dans cette perspective, le profit est au service de la réalisation d'un projet collectif qui a une utilité sociale. Le profit est un moyen nécessaire pour que l'entreprise soit pérenne. Mais le projet collectif est primordial. Défendre cette perspective, c'est montrer plus clairement que le sens de l'activité économique est bien en cohérence avec une vision éthique, qui valorise le bien vivre ensemble, en même temps que le souci du devenir de la planète.

**Pourquoi cette question écologique est-elle aussi importante ?**

**C. R.** : Le dernier rapport du groupe d'étude sur le climat le montre. Si le pire scénario se réalise, nous allons vers une élévation générale du niveau de température de 4,8 degrés à l'échelle de la planète. Il s'agit donc d'un problème grave et urgent, qui doit passer au premier plan. Il y va de notre survie, et, à court terme, de l'aggravation des conditions de vie des plus pauvres. Or nous pouvons faire en sorte de réduire ce réchauffement. Mais cela suppose de changer nos habitudes de consommation, en particulier dans les pays du Nord. Nous avons une responsabilité première, nous, représentants de la population riche.

**Faut-il repenser notre modèle de croissance ou peut-on simplement se contenter d'en corriger les effets négatifs ?**

**C. R.** : Il nous faut repenser assez radicalement notre modèle de croissance. Pendant les Trente Glorieuses (1945-1974), dans les pays de l'OCDE, pour augmenter notre PIB par habitant de 3% par an, il nous a fallu augmenter notre consommation d'énergie de 2% par an. Or l'accès à des ressources énergétiques bon marché se raréfie.

Le modèle actuel est insoutenable. C'est pourquoi il nous faut bien réfléchir autrement. Je plaide pour une décroissance sélective qui repose sur le fait de s'interroger sur nos véritables besoins. Promouvoir une forme de « tempérance solidaire » peut devenir un moyen pour un projet de société passionnant, pour mieux vivre ensemble.

La transition écologique peut non seulement nous permettre de créer des emplois en réorientant notre appareil productif mais aussi nous faire revenir aux fondamentaux. De ce point de vue, c'est une chance. Dans la philosophie grecque, l'éthique était la recherche de la vie bonne. Être bon pour les autres, c'est aussi quelque chose qui donne de la saveur à sa propre vie, et non pas une contrainte.

## **La comptabilité des entreprises ne passe-t-elle pas à côté de cela en étant incapable de mesurer ce bénéfique pour autrui ?**

**C. R. :** Oui. Il faut s'interroger sur ce qu'est la véritable création de valeur. Ce n'est pas seulement la valeur pour les actionnaires, mais aussi la valeur économique et sociale pour les différentes parties prenantes. Il faut prêter attention aux indicateurs financiers, mais aussi extra-financiers d'une entreprise. Des entreprises s'engagent aujourd'hui à calculer leur empreinte nette.

Allons-y ! Je pense qu'il faudrait chercher à calculer cette empreinte en considérant différentes dimensions complémentaires - et non substituables les unes aux autres : économique et financière (fiscale), sociale, sociétale et écologique. On pourrait débattre d'un seuil, pour chaque dimension, au-delà duquel l'empreinte est considérée comme négative. Ceci permettrait une tout autre appréciation de l'activité économique.

## **Que peut faire un salarié d'entreprise, pour rester en accord avec lui-même, tout en étant loyal vis-à-vis de son employeur ?**

**C. R. :** Ce n'est pas seulement une question de comportement individuel. Il faut d'abord se pencher sur les dysfonctionnements institutionnels. Mais les individus ont une capacité d'influer sur les institutions, surtout lorsqu'ils sont à un niveau de responsabilité qui leur offre une marge de manœuvre. Ensuite, chacun a la possibilité de s'informer, de favoriser le dialogue qui permet de décroiser les sujets.

Beaucoup de domaines gagnent à être abordés collectivement dans l'entreprise. Chacun peut aussi participer à l'extérieur à des mouvements, comme [CVX](#) (Communauté Vie Chrétienne), le [CCFD](#), [Finance Watch](#), la [Fondation Nicolas Hulot](#), etc. Lorsqu'on peut parler et commencer à réfléchir ensemble, on peut s'autoriser à penser différemment et libérer sa créativité au service de modèles plus justes.

## **QUELQUES PUBLICATIONS**

**Cécile Renouard vient de publier [Éthique et entreprise, pourquoi les chrétiens ne peuvent pas se taire](#), Éditions de l'Atelier, 172 p., 17 €.**

**Docteur en philosophie politique, diplômée de l'Essec et titulaire d'une licence canonique de théologie**, Cécile Renouard enseigne l'éthique sociale et la philosophie à l'école des Mines Paris et au Centre Sèvres. Elle conduit des recherches, y compris dans des pays du Sud, sur la mise en œuvre de chartes de responsabilité sociale de grands groupes et sur l'impact en termes de développement durable de l'activité des multinationales. Elle est religieuse de l'Assomption.

**Elle a déjà publié :** [Le Facteur 12. Pourquoi il faut plafonner les revenus](#) (avec Gaël Giraud), Carnets Nord, 2012, 18 € ; [Un monde possible, les acteurs privés face à l'injustice](#), Seuil, « L'histoire immédiate », 17,20 € ; et [La Responsabilité éthique des multinationales](#), PUF, économie d'aujourd'hui, 27,50 €.

Recueilli par ALAIN GUILLEMOLES

© [La Croix](#)

Voir en ligne : [Women Forum](#)

<https://www.assumpta.org/L-entreprise-est-avant-tout-un>